



RÈGLEMENT DE CONSULTATION DAF_2025_000236

Appel d'offres ouvert (AOO)

(art. L.2124-2, R.2124-2 et R.2161-2 à 5 du Code de la Commande Publique)

Relatif à

Prestation de maintenance préventive et/ou corrective des matériels de restauration collectives (M.R.C.) au profit des formations et services des Groupements de Soutien Commissariat (GSC) rattachés à la Plate-Forme Commissariat Sud-Est (PFC-SE) – Lyon (69)

Date et heures limites de réception des offres :

13 février 2026 à 11h00, délai de rigueur

La signature électronique n'est requise pour aucun document au moment du dépôt de l'offre, mais elle le sera pour l'entreprise qui sera retenue

INFORMATIONS PRELIMINAIRES

Coordonnées du Pouvoir Adjudicateur

Monsieur le directeur
de la Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Quartier Général Frère
BP 90226
69362 LYON Cedex 07

n° SIRET PFC : 130 015 365 00013 / n° SIRET de l'Etat : 110 002 011 00044

n° Intracommunautaire : FR 86 130 015 365

Code APE : 8422Z Défense

IMPORTANT

POINTS DE VIGILANCE DEMATERIALISATION ET SIGNATURE ELECTRONIQUE

La passation de la présente consultation est dématérialisée et le seul support de communication et moyen de transmissions, (demandes d'informations...) est la [Plate-forme des Achats de l'Etat](#) (PLACE).

Lors de l'envoi d'informations par les moyens de transmission cités ci-dessus, le pouvoir adjudicateur doit être en mesure de pouvoir identifier formellement la provenance de ceux-ci. Pour ce faire et afin d'éviter tout litige, le transmetteur devra faire figurer obligatoirement : le nom de la société, son adresse, son numéro de téléphone ainsi que son adresse courriel.

En ce qui concerne ces moyens matériels ou dématérialisés de transmission, ceux-ci devront être vierges de tous virus et ne pas être altérés. Dans le cas contraire, le pouvoir adjudicateur refusera tout document infecté ou altéré et en avertira le candidat. Celui-ci pourra retransmettre un nouveau document non corrompu, **dans le cas où le délai initial mentionné** par le pouvoir adjudicateur, **n'est pas expiré**.

Les candidats doivent s'assurer des courriers reçus via la PLACE (« spam » courriers « indésirables »). En cas de changement de coordonnées téléphonique, postale ou messagerie, le candidat devra avertir la PFC SE.

Depuis le 1er octobre 2018, les documents de la consultation dont la signature électronique est requise doivent être signés au moyen d'une signature électronique avancée basée sur un certificat de signature qualifié conforme au règlement européen n° 910/2014 du 23 juillet 2014 dit « eIDAS ».

Toutefois les certificats de signature conforme au RGS** ou équivalent émis avant le 1er octobre 2018 demeurent valables jusqu'à leur date de fin de validité.

L'annexe au présent Règlement de la consultation « Dépôt dématérialisé et signature électronique » présente les modalités, à respecter par les candidats, liées à la dématérialisation ainsi qu'à la signature électronique.

Pour le dépôt des plis (candidatures, offres) les modalités de transmission sont précisées à l'article 7 du présent règlement de consultation.

Les candidats veilleront spécialement à :

- Produire dans leur offre respective, et notamment dans leur mémoire technique, l'intégralité des renseignements requis tels que définis à l'article 7.1 du présent règlement particulier de consultation.
- Utiliser les documents mis à leur disposition dans le dossier de consultation des entreprises, et en particulier la fiche technique valant engagement lorsque celle-ci leur est imposée.

Tout manquement aux règles ci-dessus est susceptible d'entraîner le rejet de l'offre au motif de sa non-conformité au règlement de la consultation.

SOMMAIRE

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION	4
ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION.....	9
ARTICLE 4- MODALITES ET FORME DE LA CANDIDATURE.....	10
ARTICLE 5 – SECURITE ET PREVENTION	11
ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT	11
ARTICLE 7 – PRESENTATION ET ENVOI DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	12
ARTICLE 8 – ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES.....	16
ARTICLE 9 – MODE DE REGLEMENT DU MARCHE	20
ARTICLE 10 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS.....	20
ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRE.....	20

ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation a pour objet la prestation de maintenance préventive et/ou corrective des matériels de restauration collective (M.R.C.) au profit des formations et services des Groupements de Soutien Commissariat (GSC) rattachés à la Plate-Forme Commissariat Sud-Est (PFC-SE) – Lyon (69).

Code CPV principal : **50880000-7 « Services de réparation et d'entretien de matériel d'hôtellerie et de restauration »**

ARTICLE 2 – CARACTERISTIQUES DE LA CONSULTATION

2.1. Mode de passation et forme de la consultation

La présente consultation est **un appel d'offres ouvert** passé selon les dispositions des articles R.2161-2 à 5 du Code de la Commande publique.

Elle donnera lieu à des accords-cadres composites mono-attributaires.

2.2. Durée de l'accord-cadre

Les accords-cadres sont conclus pour une période initiale de douze (12) mois courant à compter de leur date de notification.

Ils peuvent ensuite être reconduits tacitement trois (3) fois par période de reconduction de douze (12) mois sans que leur durée totale n'excède 48 mois. Les titulaires des accords-cadres ne pourront pas s'opposer à cette reconduction.

En cas de non reconduction, le pouvoir adjudicateur fait connaître sa décision de ne pas reconduire un accord cadre, au plus tard, deux mois avant la période de reconduction concernée.

2.3. Allotissement et montant de l'accord-cadre

Cette procédure est allotie en 7 lots détaillés infra.

Le montant total de l'opération est estimé à 1 560 000,00 € HT soit 1 872 000,00 € TTC.

Les accords-cadres en découlant comporte un minimum en valeur annuel par lot, qui correspond au montant forfaitaire annuel des visites préventives et un maximum en valeur par lot, sur leur durée totale, comme suit :

LOT 1			
GSC DE LYON – VALENCE – LA VALBONNE DEPARTEMENTS 42 et 69		Montant estimé HT sur la durée totale	Montant maximum HT sur la durée totale
DELEGATION MILITAIRE DEPARTEMENTALE DE LA LOIRE	SAINT-ETIENNE	230 000,00 €	300 000,00 €
MESS UNIQUE ET CAFETERIA BASE AERIEENNE 942 LIMONEST	POLEYMIEUX- AU-MONT-D'OR		
HOTEL GOUVERNEUR	LYON		
7°RMAT CERCLE MESS QUARTIER SABATIER	LYON		

LOT 2			
GSC DE LYON – VALENCE – LA VALBONNE DEPARTEMENT 01		Montant estimé HT sur la durée totale	Montant maximum HT sur la durée totale
ORDINAIRE LA VALBONNE	DAGNEUX	275 000,00 €	360 000,00 €
CERCLE MESS LA VALBONNE	DAGNEUX		

LOT 3			
GSC DE LYON – VALENCE – LA VALBONNE DEPARTEMENT 26		Montant estimé HT sur la durée totale	Montant maximum HT sur la durée totale
RESTAURATION 1 ^{er} RS	VALENCE	145 000,00 €	190 000,00 €

LOT 4

GSC DE CLERMONT-FERRAND DEPARTEMENTS 03 ET 63		Montant estimé HT sur la durée totale	Montant maximum HT sur la durée totale
CANTINE DETACHEMENT 13°BSMAT	YZEURE	310 000,00 €	405 000,00 €
RESTAURATION CADRES 92°RI	CLERMONT-FERRAND		
RESTAURATION EVAT 92°RI	CLERMONT-FERRAND		
CAMP BOURG LASTIC (Passagers et permanents)	BRIFFONS		
RESTAURATION EVAT 28°RT	ISSOIRE		
STATION HERTZIENNE PIERRE SUR HAUTE – VERTOLAYE	ST PIERRE LA BOURLHONNE		
ANTENNE DU PUY DE DOME	ORCINES		

LOT 5			
GSC DE GRENOBLE – ANNECY – CHAMBERY DEPARTEMENT 38		Montant estimé HT sur la durée totale	Montant maximum HT sur la durée totale
DELEGATION MILITAIRE DEPARTEMENTALE DE L'ISERE	GRENOBLE	270 000,00 €	350 000,00 €
CERCLE MESS VARCES ALLIERES ET RISSET	VARCES		
SUCCURSALE CHAMBARAN	VIRIVILLE		
27° BIM – HÔTEL DE LA DIVISION	GRENOBLE		
POSTE DE MONTAGNE 93° RAM / ALPES D'HUEZ	ALPES D'HUEZ		
POSTE DE MONTAGNE 27° BIM / LE RECOIN	CHAMROUSSE		
POSTE DE MONTAGNE 13° RG	AUTRANS		
POSTE MONTAGNE 7° RMA ALPES DU GRAND SERRE	LA MORTE		

LOT 6			
GSC DE GRENOBLE – ANNECY – CHAMBERY DEPARTEMENT 73		Montant estimé HT sur la durée totale	Montant maximum HT sur la durée totale
POSTE DE MONTAGNE 93° RAM FORT DU TELEGRAPHE	VALLOIRE	175 000,00 €	230 000,00 €
POSTE DE MONTAGNE – LES BOISSES	TIGNES		
POSTE DU GAM	MODANE		
CERCLE MESS ROC NOIR 13° BCA ST ALBAN LEYSSE	BARBY		
POSTE DU BOURGET DU LAC – 13° BCA	LA MOTTE SERVOLEX		

LOT 7			
GSC DE GRENOBLE – ANNECY – CHAMBERY DEPARTEMENT 74		Montant estimé HT sur la durée totale	Montant maximum HT sur la durée totale
RESTAURATION EVAT 27° BCA CRAN GEVRIER	ANNECY	155 000,00 €	200 000,00 €
RESTAURATION CADRE 27° BCA	ANNECY		
POSTE DE MONTAGNE 27° BCA	FLAINE		

Chaque lot séparé donnera lieu à la conclusion d'un accord-cadre distinct. Chaque candidat pourra soumissionner pour un lot, plusieurs lots, voire la totalité des lots.

2.4. Tranches

Sans objet.

2.5. Réservation à une catégorie d'opérateurs économique

La consultation n'est pas réservée à une catégorie particulière d'opérateurs économiques.

2.6. Variantes

Les variantes ne sont pas autorisées.

2.7. Prestation supplémentaires éventuelles (PSE)

Les prestations supplémentaires éventuelles (PSE) ne sont pas autorisées.

2.8. Visite de site

Sans objet.

2.9. Dispositif social du militaire blessé

Une considération sociale est prévue dans le cadre de l'exécution du présent marché, il s'agit du dispositif du militaire blessé.

Ce dispositif permet à un militaire blessé, suivi par Défense mobilité, de découvrir un métier, un secteur d'activité, le monde de l'entreprise, confirmer ou infirmer un projet professionnel, en réalisant un stage dans l'entreprise du titulaire du marché.

Les modalités d'exécution de ce dispositif sont précisées dans les documents particuliers du marché.

Annexe au règlement de la consultation : flyer de présentation de Défense mobilité

ARTICLE 3 – CONDITIONS DE LA CONSULTATION

3.1. Retrait du dossier de consultation

Profil acheteur du pouvoir adjudicateur, la PLATEFORME DES ACHATS DE L'ETAT (PLACE) : <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

3.2. Contenu du dossier de consultation

Le présent dossier de consultation est composé des documents suivant :

- Le présent règlement de consultation et ses annexes :
 - RC_ANX1_Formulaire de contrôle primaire
 - RC_ANX2_Attestation d'identification Offre
 - RC_ANX3_Dépôt dématérialisé et signature électronique
 - RC_ANX4_Label UAF (Mesure du plan ACTION PME du Ministère des Armées, le label UAF a été créé pour favoriser l'accès des PME et ETI à de nouveaux marchés)
 - RC_ANX5_Flyer de présentation Défense mobilité
- Le CCAP et ses annexes :
 - CCAP_ANX1_Fiche évènement
 - CCAP_ANX2_Charte RFAR
- Le CCTP et ses annexes
 - CCTP_ANXA1_Dotation en matériel_LOT_1
 - CCTP_ANXA2_Dotation en matériel_LOT_2
 - CCTP_ANXA3_Dotation en matériel_LOT_3
 - CCTP_ANXA4_Dotation en matériel_LOT_4
 - CCTP_ANXA5_Dotation en matériel_LOT_5
 - CCTP_ANXA6_Dotation en matériel_LOT_6
 - CCTP_ANXA7_Dotation en matériel_LOT_7
 - CCTP_ANXB_Listing catégorie MRC
 - CCTP_ANXC_Listing consommables
 - CCTP_ANXD_Chiffres clés maintenance
- L'annexe financière (1 exemplaire par lot)
- Le cadre de mémoire technique
- Le tableau de proposition(s) des visites préventives systématiques

Il appartient aux candidats de vérifier la composition de leur dossier. Aucune réclamation ou prorogation de délai ne peut être recevable à la suite du retrait d'un dossier incomplet.

3.3. Modification du dossier de consultation

Le pouvoir adjudicateur peut apporter des modifications au dossier de consultation (DCE) au plus tard six (6) jours avant la date limite de réception des plis, les candidats devront répondre sur la base du DCE ainsi modifié, le cas échéant, sans pouvoir élever de réclamation.

3.4. Questions en cours de consultation

Pendant la consultation, les candidats peuvent poser des questions uniquement via la PLACE sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>.

Les candidats pourront poser des questions au plus tard dix (10) jours calendaires avant la date limite de réception des plis.

Le pouvoir adjudicateur pourra répondre aux questions au plus tard six (6) jours calendaires avant la date limite de réception des plis.

ARTICLE 4- MODALITES ET FORME DE LA CANDIDATURE

4.1. Dispositions relatives à la sous-traitance

Les modalités de présentation de sous-traitant sont définies aux articles R.2193- 1 à 2 du Code de la Commande Publique.

La demande d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement peut être présentée :

- soit par le candidat lors de la remise de son offre ;
- soit par le titulaire du marché au cours de l'exécution de celui-ci.

La sous-traitance totale est interdite, cependant le candidat est autorisé à recourir à la sous-traitance, pour l'exécution de certaines parties de l'accord-cadre, à condition d'avoir obtenu du pouvoir adjudicateur, l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

4.2. Dispositions relatives au groupement

Les opérateurs économiques sont autorisés à se porter candidat sous forme de groupement solidaire ou de groupement conjoint, sous réserve du respect des règles relatives à la concurrence.

Ils indiqueront clairement dans l'acte d'engagement, le nom et la qualité du mandataire. Chaque entreprise du groupement produira l'intégralité des documents exigés dans la candidature à l'exception de la lettre de candidature (DC1) ou DUME qui sera joint au dossier du mandataire.

L'appréciation des capacités d'un groupement d'opérateurs économiques est globale. Il n'est pas exigé que chaque membre du groupement ait la totalité des capacités requises pour exécuter l'accord-cadre (Art. R. 2142-25).

La composition du groupement ne peut pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Le groupement est :

- conjoint lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement s'engage à exécuter la ou les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans le marché ;
- solidaire lorsque chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur exige que le mandataire du groupement conjoint soit solidaire, pour l'exécution de l'accord-cadre, de chacun des membres du groupement (article R.2142-24 du code de la Commande Publique).

ARTICLE 5 – SECURITE ET PREVENTION

Les dispositions de l'article 5 du CCAG/FCS relatives aux obligations de discrétion et aux mesures de sécurité sont applicables au présent marché.

Le personnel doit respecter les règles de conduite, les directives et les consignes arrêtées par l'organisme bénéficiaire responsable des lieux pour assurer la sécurité des personnes, des installations et des biens (sécurité incendie, non utilisation des téléphones, photocopieurs et autres équipements du site...).

ARTICLE 6 – MODALITES DE DETERMINATION DES PRIX DE REGLEMENT

6.1. Contenu des prix

Le candidat est informé que les accords-cadres sont conclu en euros.

Les modalités applicables au délai de paiement et au mode de règlement sont précisées dans l'article 13.6 du CCAP.

Les prix initiaux sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date limite de remise des offres. Ils sont exprimés en euros à deux décimales H.T et TTC.

Les candidats établis hors de l'Union Européenne doivent indiquer les prix hors TVA, frais de douane compris.

Les prix initiaux des accords-cadres sont décomposés conformément à l'article 8.1 du CCAP.

Les prix sont réputés comprendre :

- toutes charges fiscales, ou autres, frappant obligatoirement les fournitures et les prestations ;
- les frais afférents :
 - o au conditionnement, au stockage, à l'emballage ;
 - o aux mises en conformité, aux traitements ;
 - o aux déplacements aller-retour ;
 - o au coût de la main d'œuvre nécessaire à l'expertise et le diagnostic des pannes ;
 - o au coût de la main d'œuvre nécessaire à la réparation sur site avec le montage des pièces éventuelles¹ ;
 - o aux petites pièces comprenant l'emploi de consommables, de filtres² et petites visseries au titre des interventions de contrôle, de vérification, d'entretien, de réglage, de nettoyage, de graissage (conformément à l'annexe C) ;
 - o aux frais administratifs de gestion diverse ;
 - o aux frais de port éventuels (uniquement pour le prix panne complexe) ;
 - o à la formation au bénéficiaire de la bonne utilisation des équipements ;
 - o à l'assurance ;
 - o au transport jusqu'au lieu d'exécution, jusqu'au lieu de livraison indiqué sur les bons de commande et ce quel que soit le type d'expédition choisi et les opérations de chargement et déchargement ;
 - o à toutes les dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.

¹ Doit être inclus sans facture supplémentaire par exemple : récupération de fluide ; gestion et suivi du fluide ...

² Dans le cadre des Contrôles des équipements utilisant de l'eau (brute ou adoucie) destinée à la consommation humaine, les filtres à changer doivent être compris dans le forfait préventif et ne donneront pas lieu à des bons de commandes curatifs

Dans le cas d'interventions multiples le même jour sur des sites appartenant à la même emprise géographique, le titulaire s'engage à faire bénéficier l'administration d'une remise exprimée en % du prix à la panne HT à chaque intervention qui remplit les conditions suivantes :

- Si l'intervention en question est accompagnée d'une autre ;
- Pour un même jour et une même emprise ;
- Quel que soit l'intervention (1^{ère} ou suivantes) ;
- Quel que soit le type de prix à la panne (simple ou complexe) ;

Cette remise pouvant intervenir 1 fois maximum panne complexe et simple.

Prix de la pièce détachée (remises et marge commerciale)

Le titulaire s'engage à faire bénéficier l'administration de tarifs préférentiels sur les pièces détachées au titre de la maintenance corrective (*les conditions sont précisées dans le dépôt de l'offre*). Etant entendu que le présent accord-cadre de maintenance concerne principalement l'achat d'une prestation et non pas de fournitures.

L'administration se réserve la possibilité de vérifier auprès d'autres fournisseurs le prix de la pièce en question et d'en imposer l'achat (en lieu et place) au prestataire si le coût TTC de ce dernier augmenté de la marge prévue à l'accord-cadre est inférieur à la proposition initiale. Le prestataire doit, accepter de se fournir via le devis (qualité et quantité équivalente) fournit contradictoirement par l'administration (ou de s'aligner sur ce dernier).

6.2. Forme et révision des prix

Les prix sont définitifs, unitaires pour les prestations liées à la maintenance corrective, et forfaitaires pour les prestations liées à la maintenance préventive, et révisables selon les dispositions citées à l'article 8.3 du CCAP.

ARTICLE 7 – PRESENTATION ET ENVOI DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

7.1. Modalités de remise des candidatures et des offres par voie électronique

Dans le cadre de la présente procédure, **seules les candidatures et offres présentées par voie électronique seront étudiées.**

Aucun pli papier ne sera accepté.

La procédure de réponse par voie électronique est détaillée dans le guide de la PLACE sur le site <https://www.marches-publics.gouv.fr>. L'envoi d'un pli par voie électronique nécessite une inscription préalable.

Les candidats auront à produire les pièces ci-dessous définies rédigées en langue française.

Dans le cas où un candidat souhaiterait compléter ou modifier un dossier déjà transmis, il devra transmettre à nouveau un dossier complet avant la date limite de réception des plis. Seule la dernière offre transmise sera examinée par l'administration.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé de réception électronique.

Dans le cas contraire le pouvoir adjudicateur rejettera à la fois la candidature et l'offre de la société.

La transmission des documents relatifs à la candidature et à l'offre mentionnés ci-après est obligatoire.

7.1.1 Composition du dossier de candidature

Les pièces du dossier de candidatures seront uniquement à fournir par le(s) seul(s) attributaire(s). Conformément à l'article R.2144-7 du Code de la commande publique, le marché public ne pourra être attribué au soumissionnaire ayant présenté l'offre la plus avantageuse que sous réserve qu'il produise l'ensemble des pièces listées ci-après, dans le délai qui lui sera imparti.

Le dossier de candidature de chaque candidat sera constitué des pièces suivantes :

- Un attestation d'assurance responsabilité civile et professionnelle en cours de validité ;
- Les candidats peuvent présenter, leur candidature sous la forme de Document Unique de Marché Européen (DUME) en renseignant le formulaire disponible sur le site de la PLACE ou sur le site <https://dume.chorus-pro.gouv.fr/>.

Le candidat renseignera tous les paragraphes le concernant et les alinéas suivants du paragraphe IV :

- Chiffre d'affaires global des 3 dernières années ;
 - Chiffre d'affaires annuel moyen spécifique au domaine d'activité faisant l'objet de l'accord-cadre sur les 3 dernières années. Si la société est de création récente, préciser la date de création ;
 - Effectif de la société (moyenne sur les 3 dernières années) ;
 - Nombre de cadres
 - Effectifs moyens annuels
 - Moyens et outillage, matériels et équipements techniques disponibles pour l'exécution de l'accord-cadre ;
 - Listes des principales prestations effectuées au cours des trois dernières années, avec attestation ;
 - Existence d'une organisation basée sur un système d'assurance qualité :
 - Soit en fournissant la copie certifiée conforme du certificat de système d'assurance qualité attribué par un organisme accrédité ;
 - Soit en présentant un manuel d'assurance qualité, décrivant les dispositions générales prises par l'entreprise.
- Les candidats ne souhaitant pas utiliser le DUME doivent transmettre les mêmes éléments, à l'aide des documents suivants :
- 1) la lettre de candidature (imprimé DC1) ;
 - 2) la déclaration du candidat (imprimé DC2) renseigné ;
 - 3) la délégation de pouvoir du dirigeant de la société, habilitant la personne qui signe tous les documents au titre de l'accord-cadre à engager la société, le cas échéant ;
 - 4) le dossier du sous-traitant, le cas échéant.

Une même personne ne peut représenter plus d'un candidat pour un même marché public.

Le dossier de candidature devra impérativement indiquer, pour le correspondant en charge du dossier, un numéro de téléphone et une adresse mail valides. Cette dernière sera utilisée pour les informations et notifications dématérialisées via la Plate-Forme des Achats de l'Etat (PLACE).

En cas de groupement ou de sous-traitance, les renseignements d'ordre juridique devront être fournis par chaque cotraitant ou par chaque sous-traitant.

7.1.2 Composition du dossier d'offre

Pour chaque lot, le candidat doit fournir au titre de son offre technique et financière les éléments suivants :

- 1) L'attestation d'identification simplifiée fournie par le pouvoir adjudicateur dans le dossier de consultation ;
- 2) L'annexe financière, réponse à fournir obligatoirement sur le support fourni par l'administration à fournir sous format type tableur EXCEL et PDF. Ces éléments sont à joindre sous peine d'irrégularité de l'offre ;
- 3) Le tableau de proposition(s) visites préventives systématiques, réponse à fournir obligatoirement sur le support fourni par l'administration ;
- 4) Le cadre de mémoire technique ;
- 5) Le formulaire « contrôle primaire », réponse à fournir obligatoirement sur le support fourni par l'administration ;
- 6) Un relevé d'identité bancaire ou postal ;
- 7) Un acte spécial de sous-traitance type DC4 où le candidat précisera la part des prestations qu'il entend sous-traiter, le cas échéant ;
- 8) Tout document jugé utile à la compréhension de l'offre.

IMPORTANT :

L'attention des candidats est rappelée sur le fait que, lorsqu'aucune négociation n'est prévue, toute offre incomplète sera susceptible d'être écartée dès lors que le pouvoir adjudicateur décidera de ne pas mettre en œuvre la procédure de régularisation prévue à l'article 8.3.1 du présent règlement. Afin de faciliter l'analyse de leurs offres, d'améliorer les délais de traitement de leurs dossiers et de limiter les déchets, les candidats sont invités à ne produire que les documents demandés par le présent règlement de consultation.

7.1.3 Signature de l'offre

Par application de l'arrêté du **22 mars 2019 relatif à la signature électronique des contrats de la commande publique**, le candidat doit respecter les conditions relatives :

- au certificat de signature du signataire,
- à l'outil de signature utilisé conformément à ce qui est indiqué dans l'annexe 3 « Dépôt dématérialisé et signature électronique ».

Documents devant être signés électroniquement conformément à l'annexe 3 :

- **L'acte d'engagement** daté et signé (par le candidat unique, par chaque membre du groupement ou par le mandataire accompagné des pouvoirs des co-traitants) ;
- **L'acte spécial de sous-traitance type DC4** signé par le titulaire et le sous-traitant.

IMPORTANT :

La signature électronique de l'offre n'est pas obligatoire au moment de son dépôt.

Seul l'attributaire pressenti, sera amené à signer électroniquement son offre (acte d'engagement) avant notification de l'accord-cadre.

Pour les modalités évoquées ci-dessus, les candidats veillent à respecter les recommandations ainsi que les consignes figurant dans l'annexe 3 « Dépôt dématérialisé et signature électronique » du présent Règlement de la consultation.

7.1.4 Contrôle sécurité

L'accès à une emprise du ministère des armées, du titulaire, des salariés du titulaire et du (ou des) sous-traitant(s) n'est pas de droit, mais celui-ci est subordonné aux résultats d'enquêtes administratives.

Pour ces enquêtes des documents spécifiques sont à fournir pour le contrôle de personne morale du candidat (et ses éventuels sous-traitants) et également pour le contrôle de personne physique de la (ou de toutes) personne(s) ayant à intervenir sur le lieu de la prestation (titulaire et sous-traitants).

Les soumissionnaires ou le ou les attributaire(s) pressenti(s) qui ne fournissent pas les documents ne peuvent pas se voir attribuer le marché.

Au stade de l'analyse des offres

Après le dépôt des offres, le bureau sécurité de la PFC-SE prend contact avec les soumissionnaires, par courriel, afin de procéder dans un premier temps, à l'enquête administrative « habilitation personne morale ».

Des documents types seront à fournir pour le (les) dirigeant(s) des établissements principaux, secondaires.

Il sera également demandé de fournir un extrait d'immatriculation principale au registre du commerce et des sociétés à jour (extrait Kbis).

Au stade de l'attribution

A l'issue de l'analyse des offres, le bureau sécurité de la PFC-SE prend contact avec le ou les attributaire(s) pressenti(s), afin de procéder à l'enquête administrative « habilitation de la personne physique ».

Des documents types seront à fournir pour chaque agent du titulaire devant accéder au site.

7.1.5 Copie de sauvegarde

Le candidat ou le soumissionnaire peut faire parvenir une copie de sauvegarde dans les délais impartis pour la remise des plis, sous pli scellé portant les mentions :

<p style="text-align: center;">NE PAS OUVRIR</p> <p style="text-align: center;">« COPIE DE SAUVEGARDE »</p> <p style="text-align: center;">Prestation de maintenance preventive et/ou corrective des matériels de restauration collectives (M.R.C.) au profit des formations et services des Groupements de Soutien Commissariat (GSC) rattachés à la Plate-Forme Commissariat Sud-Est (PFC-SE) – Lyon (69)</p> <p style="text-align: center;">N°DAF_2025_000236</p> <p style="text-align: center;">LOT n° :</p> <p style="text-align: center;">NOM de la société :</p>

Transmise par voie postale, **sous pli recommandé avec accusé de réception** à :

Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics/Bureau Achats/Section marchés 3/ Bât. 4 –1^{er} étage
Quartier Général Frère
BP 90226
69362 LYON CEDEX 07

Ou

transmise par porteur, transporteur...
Plate-Forme Commissariat Sud-Est
Division Achats Publics/Bureau Achats/Section marchés 3/ Bât. 4 –1^{er} étage
Quartier Général Frère
22 avenue Leclerc
69007 LYON

aux heures ouvrables du service :

du lundi au jeudi ⇒ 9 heures - 11 heures 30 / 13 heures 30 - 16 heures
le vendredi ⇒ 9 heures - 11 heures

La copie de sauvegarde ne peut être ouverte que dans les deux cas prévus à l'article 2-II de l'arrêté du 27 juillet 2018 fixant les modalités de mise à disposition des documents de la consultation et de la copie de sauvegarde :

- en cas de détection d'un programme informatique malveillant dans les candidatures ou les offres transmises par voie électronique ;
- en cas de candidature ou d'offre électronique reçue de façon incomplète, hors délais ou n'ayant pu être ouverte, sous réserve que la transmission de la candidature ou de l'offre électronique ait commencé avant la clôture de la remise des candidatures ou des offres.

Si un programme informatique malveillant est détecté, la copie de sauvegarde est écartée par l'acheteur.

La copie de sauvegarde doit être conservée en cas d'ouverture conformément aux dispositions des articles R.2184-12 et 13 du Code de la Commande Publique. Si au contraire elle n'a pas été ouverte ou si elle a été écartée suite à la détection d'un programme malveillant, celle-ci est détruite.

7.2. Echantillons

Sans objet.

7.3. Date et heure limite de réception des plis

Date et heure limites de réception des plis
13 février 2026 à 11h00

Les dossiers qui parviennent après les date et heure limites de dépôt ne seront pas pris en considération.

Les candidats doivent s'assurer de l'acheminement de leur dossier pour la date, l'heure et le lieu prévus.

7.4. Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à six (6) mois à compter de la date limite de remise des offres.

ARTICLE 8 – ANALYSE DES CANDIDATURES ET DES OFFRES

8.1. Enregistrement des plis

Les offres sont enregistrées dès leur réception dans leur ordre d'arrivée.

8.2. Admissibilité des candidatures

L'attributaire pressenti devra fournir les éléments listés à l'article 7.1.1 du présent règlement de la consultation afin de démontrer qu'ils disposent des capacités financières, techniques et professionnelles pour réaliser les prestations qui font l'objet de l'accord-cadre pour l'ensemble des lots.

Conformément à l'article R.2144-2 du Code de la Commande Publique, si les documents cités à l'article 7.1.1 sont absents ou incomplets, le pouvoir adjudicateur pourra demander au(x) candidat(s) pressenti de compléter le dossier de candidature dans un délai approprié. Si passé ce délai le dossier n'est pas complet, la candidature sera déclarée irrecevable et sera éliminée.

Conformément à l'article R.2144-3 du Code de la Commande Publique, la vérification de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière et des capacités techniques et professionnelles des candidats peut être effectuée à tout moment de la procédure et au plus tard avant l'attribution du marché.

8.3. Jugement des offres

8.3.1 Examen et régularisation des offres

Les offres irrégulières, inappropriées ou inacceptables sont éliminées. Toutefois, l'acheteur peut autoriser tous les soumissionnaires concernés à régulariser les offres irrégulières dans un délai approprié, à condition qu'elles ne soient pas anormalement basses.

8.3.2 Critères d'attribution

L'analyse des offres sera effectuée à partir des critères énoncés ci-dessous, pour chaque lot, comme suit :

Critères	Note sur 100 points
<p><u>Critère n°1 : prix</u></p> <p>Ce critère sera jugé, pour chaque lot, sur 65 points répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>Prix (€) TTC forfaitisé maintenance préventive annuelle (visites), 20 points :</u> <p>Le prix est forfaitisé et globalisé annuellement et inclut la main d'œuvre (MO), les déplacements et les petites pièces détachées. La prestation est réalisée conformément au calendrier de maintenance préventive systématique.</p> <p>Ce prix forfaitisé sera jugé par application de la formule suivante :</p> $20 \times \frac{O_{min}}{O}$ <p>Omin = prix de l'offre du candidat le moins disant ; O = prix de l'offre du candidat.</p> <ul style="list-style-type: none">- <u>Coût annuel estimatif maintenance curative (à bon de commande), 45 points :</u> <p>Ce coût sera jugé sur une simulation du coût annuel de la maintenance curative basée sur :</p> <ul style="list-style-type: none">• Le prix unitaire de réparation panne simple et panne complexe• La remise sur déplacement en cas d'interventions multiples sur un site le même jour• La marge maximale sur pièces détachées. <ul style="list-style-type: none">- Les données de calculs sont fournies aux candidats en annexe D du CCTP, et comprennent notamment le nombre d'interventions annuelles estimées, la répartition panne simple/complexes et intervention multiple et le coût d'achat moyen de pièces détachées par dépannage.	65 points

<p><u>Critère n°2 : Qualité des prestations</u></p> <p>Ce critère sera analysé sur la base du mémoire technique, sur 30 points répartis comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Proposition des visites préventives systématiques, 10 points</u> <p>Le candidat renseignera le tableau de réponse fourni par l'administration complété. Les vérifications imposées par la réglementation constituent une exigence de conformité de l'offre non éligibles à l'attribution de points. Seules les vérifications périodiques non réglementaires seront appréciées.</p> <ul style="list-style-type: none"> - <u>Mémoire organisationnel des moyens techniques, humains et de qualification de l'entreprise, 10 points</u> <p>Le mémoire organisationnel de l'entreprise sera évalué sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> • L'effectif des techniciens disponibles en fonction du volume à traiter • Le détail des outillages et moyens mis en œuvre • Le détail des qualifications disponibles par technicien <ul style="list-style-type: none"> - <u>Durée de garantie suite intervention, 10 points</u> <p>Le candidat proposera une durée de garantie* de bon fonctionnement suite à chaque intervention (avec changement de pièce). Cette durée ne peut être inférieure à 6 mois sous peine de voir l'offre éliminée. La durée de garantie sera jugée par application de la formule suivante :</p> $10 \times \frac{G}{G_{max}}$ <p>G = durée de garantie de l'offre du candidat ; G_{max} = durée de garantie la plus longue.</p> <p><i>*Pour rappel, les prestations font l'objet d'une garantie technique minimale de six (6) mois calendaires.</i></p>	30 points
<p><u>Critère n°3 : Développement durable (dimension environnementale)</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ce critère sera analysé sur la base du mémoire technique, sur 5 points, sur les mesures mises en œuvre par le candidat dans la gestion du transport, comme la formation à l'éco conduite, le type de véhicule utilisé et le regroupement géographique des déplacements. 	5 points

Un classement sera ensuite établi dans l'ordre décroissant des notes totales obtenues. L'offre jugée économiquement la plus avantageuse sera retenue.

En cas d'égalité entre plusieurs candidats, le candidat retenu sera celui qui a obtenu la meilleure note au critère le plus fortement pondéré.

8.3.3 Traitement des offres anormalement basses

Conformément aux articles L.2152-5 et 6 du Code de la Commande Publique, une offre anormalement basse est une offre dont le prix est manifestement sous-évalué et de nature à compromettre la bonne exécution du marché.

Lors de la détection d'une offre anormalement basse, l'acheteur exige que l'opérateur économique fournisse des précisions et justifications sur le montant de son offre. Dans ce cadre, un courrier électronique sera adressé au candidat concerné afin de l'informer que son offre est suspectée d'être anormalement basse et apporter les éléments de réponses nécessaires dans le délai fixé.

Après examen attentif des informations fournies par le candidat pour justifier son prix, si ces éléments sont convaincants, l'offre pourra être requalifiée de « normale » en reconnaissant son caractère particulièrement compétitif.

En revanche, si les explications demandées ne permettent pas d'établir le caractère économiquement viable de l'offre eu égard aux capacités économiques, techniques et financière de l'entreprise et de démontrer que le marché ne peut pas être exécuté dans les conditions prévues, l'offre sera rejetée par décision motivée.

L'absence de réponse du candidat à la demande d'explications dans le délai fixé exclura de fait son offre.

8.4. Négociation

Sans objet.

8.5. Documents à transmettre au stade de l'attribution

a) Les exigences de candidatures précitées à l'article 7.1 du présent RC ;

b) Au visa des articles R. 2143-6 à R. 2143-10 du code de la commande publique ;

Le marché est ensuite attribué au candidat dont l'offre sera classée première, sous réserve de l'obtention par le pouvoir adjudicateur, **dans le délai indiqué dans la demande de l'administration,** des documents ci-dessous.

Les attributaires sont dispensés de fournir ces documents s'ils sont accessibles gratuitement en ligne par l'acheteur public (mise à disposition d'informations administrée par un organisme officiel ou d'un espace de stockage). **Ce procédé suppose toutefois que les attributaires fournissent l'ensemble des informations nécessaires à la consultation de ces outils numériques : sites, liens, codes.**

- Les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et D.8222-8 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché.
- Les attestations et certificats arrêtés au 31 décembre de l'année N-1 délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales.

Si l'attributaire recourt à des salariés détachés il doit produire en plus des documents énumérés ci-dessus et dans le même délai, les justificatifs exigés à l'article L.1262-2-1 du code du travail.

Afin de satisfaire aux obligations réglementaires, l'attributaire établi dans un Etat autre que la France produit un certificat établi par les administrations et organismes du pays d'origine. Lorsqu'un tel certificat n'est pas délivré par le pays concerné, il peut être remplacé par une déclaration sous serment, ou dans les Etats où un tel serment n'existe pas, par une déclaration solennelle faite par l'intéressé devant l'autorité judiciaire ou administrative compétente, un notaire ou un organisme professionnel qualifié du pays.

c) Acte d'engagement –ATTRI1

L'attributaire devra signer électroniquement (personne habilitée ou mandataire en cas de groupement) le formulaire **ATTRI1 (acte d'engagement) transmis par l'acheteur.**

Si l'attributaire ne fournit pas les documents ci-dessus dans le délai prévu, son offre sera rejetée et la même demande sera présentée au candidat suivant dans le classement des offres.

Les candidats seront avisés de l'attribution ou de la non attribution de l'accord-cadre.

Cette décision sera envoyée par l'intermédiaire de la PLACE, à charge aux candidats de relever leur messagerie, et éventuellement de vérifier dans leur boîte de réception les courriels « SPAM » et/ou « indésirable » provenant du Ministère des Armées.

ARTICLE 9 – MODE DE REGLEMENT DU MARCHÉ

Le titulaire du marché sera payé par virement administratif effectué sur un compte ouvert dans **un établissement bancaire ou postal**.

Le comptable public en charge du paiement figure à l'article 13.3 du CCAP.

ARTICLE 10 – VOIES ET DELAIS DE RECOURS

La juridiction compétente est le Tribunal Administratif de LYON – 184, rue Duguesclin – 69003 LYON.

- ✓ **Référé précontractuel** : avant la signature du marché (article L.551-1 du code de justice administrative).
- ✓ **Référé suspension** : avant la signature du marché (article L.521-1 du code de justice administrative).
- ✓ **Référé contractuel** : après la signature du marché (article L.551-13 du code de justice administrative).
- ✓ **Recours en contestation de la validité du contrat** dans un délai de deux mois à compter de la publication de l'avis de publicité de la conclusion du contrat. Cet avis prendra la forme d'un avis d'attribution et sera publié sur les mêmes supports que l'avis d'appel public à la concurrence.
- ✓ **Recours pour excès de pouvoir** contre la déclaration de sans suite dans un délai de deux mois à compter de la notification de cette décision au candidat.

Pour plus d'informations, s'adresser au greffe du Tribunal Administratif de LYON.

ARTICLE 11 – RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRE

Tout renseignement complémentaire relatif à la présente consultation pourra être obtenu dans les conditions prévues au paragraphe « Informations préliminaires » ou auprès des services suivants :

INTERLOCUTEURS	<u>Bureaux</u>	ADRESSE	TÉLÉPHONE
Acheteur ROCCA Linda linda.rocce@intradef.gouv.fr	<u>Division Achats Publics</u>	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Achats Public Bureau achats Section marchés 3 BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.35.08
PME-PMI	<u>Division Achats Publics</u>	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Achats Publics BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.30.05

Service Liquidation Mandatement	<u>Division Finances</u>	Plate-Forme Commissariat Sud-Est Quartier Général Frère Division Finances BP 90 226 69 362 LYON CEDEX 07	04.37.27.33.68
Comptable public	DDFIP de la Loire 11 rue Mi-Carême BP 20502 42007 SAINT-ETIENNE		